

# LE PREMIER CONGRES DE LA LIGUE DES COMMUNISTES ( Juin 1847 )

## PRÉSENTATION par Gérard Bloch

Surtout depuis que, il y a bientôt quarante ans, l'ensemble des œuvres de Marx et d'Engels antérieures au **Manifeste communiste** est connu grâce à l'édition « MEGA » due à Riazanov et à ses collaborateurs, de très nombreuses études, livres ou articles de revue, ont décrit les phases successives d'élaboration du matérialisme historique par Marx et Engels. Presque toutes les études souffrent, peu ou prou, du même défaut : elles présentent cette élaboration comme s'accomplissant essentiellement dans le monde des idées, comme une trajectoire intellectuelle passant par des zones successives définies chacune par une œuvre littéraire : articles des **Annales franco-allemandes**, **Manuscrits de 44**, **Idéologie allemande...** Certes, la plupart, au moins de celles qui ont quelque valeur, montrent bien que cette trajectoire intellectuelle ne s'accomplit pas dans un espace vide, mais dans des conditions intellectuelles, politiques, sociales, historiques déterminées. Elles énumèrent, quelquefois (comme par exemple les ouvrages de Cornu) avec un grand luxe de détails et de renseignements en eux-mêmes utiles, l'ensemble de ces données, de ces circonstances.

Mais tout cela n'est qu'un cadre ou, au mieux, des conditions d'un phénomène qui leur reste essentiellement hétérogène, et qui demeure, en dépit de toutes les précautions oratoires et de toutes les réserves de style, un phénomène de pensée : de l'idéalisme au matérialisme, de la démocratie au communisme, évolution qui va d'une position intellectuelle à une autre ; la dimension décisive de l'action, de l'unité de la théorie et de la pratique — de la lutte pour cette unité, c'est-à-dire de **l'organisation**, disparaît complètement, noyée sous le tombereau de fleurs que lui jettent les auteurs, toujours prêts à reconnaître « théoriquement » l'unité de la théorie et de la pratique — pour mieux l'élever au rang d'une abstraction vide, et la faire ainsi disparaître de leur analyse.

Il y a à ce manque deux raisons principales. En premier lieu, la très grande majorité des auteurs que nous visons ne participent pas eux-mêmes à la lutte pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire pour l'organisation de l'avant-garde prolétarienne sur la base du programme scientifique élaboré par Marx et Engels ; ils ne peuvent donc comprendre l'essence



du combat de ceux-ci, il leur faut même la nier pour se justifier eux-mêmes, et faire de Marx tantôt un philosophe, tantôt un savant ou les deux, selon leur position idéologique particulière. Il leur faut en tout cas et à tout prix faire disparaître de l'œuvre des fondateurs du mouvement de classe du prolétariat, ce qui, dans chacun de leurs écrits, du moins à partir de 1844, en est le sens le plus profond, la raison d'être, la logique interne : la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat. La faire disparaître consiste d'ailleurs le plus souvent à en faire une catégorie abstraite, prise à part, figée et séparée de l'ensemble.

D'où une accumulation de faux problèmes, dont les plus caricaturaux sont, peut-être, ceux soulevés par l'école d'Althusser, qui a été jusqu'à forger une formule spéciale, celle de la « pratique théorique », pour justifier sa tentative particulière de castration du marxisme — après quoi l'on peut bien discuter sans fin de la fameuse « coupure épistémologique », dont l'intérêt est évidemment brûlant : à partir de quelle date un texte de Marx est-il « orthodoxe » ? jusqu'à quand, pour les bureaucrates, sent-il le fagot ?

Le livre le plus marquant consacré à Marx qui échappe à cette critique, c'est évidemment la grande biographie de Marx publiée en 1918 par Franz Mehring. Lui-même combattant de la révolution prolétarienne, Mehring a écrit cette biographie comme un élément du combat de Spartacus contre la droite social-chauvine et le centre dirigé par Kautsky avec ses prétentions à l'orthodoxie marxiste, du combat qui allait déboucher quelques mois plus tard sur la fondation du Parti communiste allemand et l'adhésion à l'Internationale communiste. Mehring comprenait parfaitement que Marx était avant tout un révolutionnaire. Il montre comment celui-ci, dès sa thèse de doctorat écrite en 1841, ne préférait le matérialisme d'Epicure à celui de Démocrite que parce qu'il voyait dans le premier un « principe d'action » dont, trois ans plus tard, dans les « Thèses sur Feuerbach », Marx soulignera que l'absence constitue « le principal défaut de tout le matérialisme antérieur ». A peine sa thèse terminée, et la réaction qui se développe en Prusse ayant fermé pour lui toute perspective d'une fonction universitaire, Marx sautera sur l'occasion qui lui est offerte d'entrer dans l'arène du combat politique en prenant la direction de la **Gazette rhénane**, quotidien démocrate dont il fera le principal organe de l'opposition à la monarchie prussienne jusqu'à sa suppression, au printemps 1843. A bon droit, Mehring attache autant d'importance à cette activité de Marx (qui l'amènera à se poser le problème du communisme comme problème central et aussi, d'ailleurs, à organiser un premier cercle de discussion à Cologne) qu'aux articles des **Annales franco-allemandes**. Et c'est en sortant de cette expérience que Marx écrira que, comme ce fut le cas lors de la Renaissance, notre époque aussi verra la phalange des passionnés de l'étude de la nature trouver son complément dans une phalange des passionnés de la politique.

C'est cette compréhension profonde de l'essence de l'œuvre, du combat de Marx, qui fait des premiers chapitres du livre de Mehring une description plus valable et plus satisfaisante que tout autre ouvrage existant à ce jour des développements qui ont abouti au **Manifeste communiste** — même si son auteur, à la date où il écrivait, n'a pu connaître ni les **Manuscrits de 44**, ni, pour l'essentiel, l'**Idéologie allemande**, ni bien d'autres textes.

Toutefois, sur la période la plus importante de la lutte de Marx et d'Engels, celle qui, poursuivie **sous une forme organisée** à partir de 1845-1846, aboutira, au deuxième congrès de la Ligue des communistes (décembre 1847) à l'adoption intégrale du matérialisme historique comme base programmatique que concrétisera le **Manifeste** et au rassemblement dans le cadre organisé de la Ligue, non seulement de l'avant-garde du prolétariat allemand, mais même de l'embryon d'une Internationale — Mehring n'a pu apporter d'éclaircissements suffisants, faute de documents dont la plupart lui étaient inconnus.

Sur cette période, probablement la plus riche d'enseignements pour notre combat actuel, un certain nombre de documents d'une extrême importance ont été retrouvés et publiés en Allemagne l'année dernière par l'historien Bert Andréas, l'homme qui, depuis que les épurations staliniennes sont venues mettre fin à l'activité de Riazanov et disperser l'équipe qu'il avait constituée, a le plus contribué, par les textes qu'il a retrouvés et publiés, à la connaissance exacte de l'œuvre et de l'action de Marx et d'Engels. Il s'agit des documents du premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847) : adresse du congrès à la Ligue, projet de statuts, projet de programme, et du rapport trimestriel du Bureau central de la Ligue de septembre 1847.

Les problèmes auxquels ont à faire face à l'heure actuelle les militants qui, regroupés autour du Comité International, ont pour tâche de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, sont d'une telle nature, d'une telle complexité qu'ils doivent nécessairement, pour les aborder efficacement, enrichir leur arsenal de toute la tradition du mouvement ouvrier et de son avant-garde marxiste. Ces mêmes problèmes de la construction du parti de classe du prolétariat — c'est-à-dire de l'Internationale — sur la base d'un programme qui reflète la mission et les objectifs historiques de cette classe, ont été abordés pour la première fois par la Ligue des communistes en 1847. Publier ces documents, à ce jour inédits en français (et qui, même à l'échelle internationale, ne sont encore connus que d'un cercle étroit de spécialistes), rentre entièrement dans la fonction de « La Vérité », organe de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous les publions intégralement — non seulement à cause de leur caractère historique, mais parce que en couper telle ou telle partie spécialement « faible », entachée d'utopisme, de moralisme, etc., serait rendre impossible la compréhension de la place qu'ils ont



occupée dans une lutte politique dont ils reflètent un certain stade.

En tirer tous les enseignements qu'ils comportent serait écrire un commentaire aussi long que les textes eux-mêmes, ou davantage. Nous n'avons pas voulu le faire, ici, ne serait-ce que pour ne pas, dans le cadre limité des pages de cette revue, en retarder trop la publication. Pour bien discerner, par contre, que les problèmes qu'ont eu à affronter ces militants communistes il y a cent vingt-trois ans et ceux auxquels nous avons à faire face sont fondamentalement les mêmes, il importe d'être en mesure de « décapiter », en quelque sorte, les textes qu'on va lire de leurs éléments conjoncturels, anecdotiques — donc de les situer historiquement. C'est à quoi se proposent de servir les lignes qui suivent (1).

\*  
\*\*

A la suite de la répression exercée par les princes allemands, avec la Prusse en tête et sous l'égide de la Sainte-Alliance, répression qui avait redoublé après la révolution de juillet 1830 et ses répercussions en Allemagne, une très nombreuse émigration allemande, tant petite-bourgeoise que surtout composée d'artisans et d'ouvriers, s'était constituée, surtout en France et en Suisse, puis en Angleterre.

C'est au sein de cette émigration qu'est née à Paris, en 1836, d'une scission de la Ligue des proscrits, organisation démocratique de type conspiratif, la Ligue des justes. Au slogan de la Ligue des proscrits, « Égalité et solidarité des hommes et des peuples », la nouvelle Ligue, composée de compagnons artisans et d'ouvriers (qui constituaient en fait la majorité, surtout à Paris, de l'ancienne organisation) substitua bientôt le mot d'ordre « Tous les hommes sont des frères ». Le changement de la composition sociale de l'organisation et l'élimination des dirigeants démocrates petits-bourgeois aboutit à l'adoption, en

(1) Il nous faut nous contenter de mentionner ici une autre publication importante : celle, par l'« Institut du marxisme-léninisme » de Berlin-Est, d'un volume de 1.200 pages de Documents et matériaux de la Ligue des communistes, tome I, 1836-1849. Ce volume — bien que parfois critiquable quant au choix de textes, aux coupures qui y sont opérées, etc. — constitue un recueil très riche de textes, pour une part inédits, pour d'autres, épars dans diverses revues ou publications allemandes ou russes difficilement accessibles, et jette une lumière nouvelle sur d'autres aspects de l'histoire du mouvement communiste de l'époque — notamment sur l'activité des Comités de correspondance communistes fondés par Marx et Engels au début de 1846, ou encore sur celle de la Ligue des communistes en 1848-1849 pendant la révolution, et les positions politiques qui s'y sont heurtées. Quitte à y revenir ultérieurement, nous nous contentons ici d'indiquer que, contrairement à ce qu'écrivent Nicolaiévsky et Menchen-Haelfen dans leur biographie de Marx (ouvrage qui fourmille d'erreurs qui ne sont pas toutes de détail, ce pour quoi sans doute l'ineffable M. Rubel y a vu « le dernier mot de la science », et est, en outre largement déformé par l'hostilité fanatique des auteurs à la théorie de la révolution permanente), Marx n'a jamais procédé en 1848 à la dissolution de la Ligue...

1838, de nouveaux statuts remarquablement démocratiques pour une organisation qui conservait cependant un caractère de société secrète par principe : toutes les directions à tous les niveaux étaient rééligibles chaque année et révocables à tout moment, et tous les membres avaient le droit de faire des propositions de toute sorte, y compris de changements des statuts, que le Bureau central devait alors soumettre à la discussion de l'organisation tout entière.

Le Bureau central qui résidait à Paris comptait notamment parmi ses membres Carl Schapper — ancien militant de l'organisation nationale-démocratique des étudiants allemands, la Burschenschaft, qu'avait écrasée la répression des princes allemands (Schapper travaillait désormais comme typographe), le tailleur Weissenbach, le menuisier Hoffmann et, à partir de son arrivée à Paris en 1838, le tailleur Weitling, qui rédigea le document programmatique de la Ligue, *L'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*, dans lequel il déclarait : « La communauté des biens est le salut de l'humanité et fera de la terre un paradis. » Dans le livre de Weitling paru en 1842, et qui n'était qu'une extension de ce précédent texte, *Les garanties de l'harmonie et de la liberté*, Marx devait saluer un peu plus tard « les brillants débuts des ouvriers allemands sur la scène politique », qui démontraient que le « prolétariat allemand serait le théoricien du prolétariat européen ».

Un trait saillant de la Ligue — qui se reflète encore dans les documents de 1847 — est qu'un grand nombre de ses membres étaient des compagnons qui changeaient fréquemment de résidence, servant ainsi d'émissaires à la Ligue et créant dans diverses villes des organisations de base (« communes ») plus ou moins éphémères, cependant que dans les grands centres, Paris, Londres, Genève notamment, elle établissait des communes plus stables. Sa vitalité fut démontrée en 1839 lorsque, en dépit de sa participation en avril au putsch organisé par la Société des saisons de Blanqui, et de la répression qui s'ensuivit, notamment de l'arrestation de dirigeants comme Schapper, le Bureau central, sous la nouvelle impulsion de Weitling, continuera son activité et rétablira rapidement ses liaisons avec l'ensemble de l'organisation.

Cependant la Ligue commença à prendre des orientations différentes dans les trois principaux pays où elle avait des forces. En France, où résidait toujours le Bureau central, elle était influencée par les théories utopistes des fouriéristes et de Cabet. En Suisse, où Weitling était parti au printemps 1841, il développa une agitation très large mais, dans ce pays dont l'industrie était encore peu développée et où la Ligue était presque exclusivement composée d'artisans, il aggrava le caractère de secte semi-religieuse de l'organisation et de « système » de sa doctrine.

En Angleterre au contraire, où Schapper s'était rendu après sa sortie de prison et avait constitué la



Ligue avec l'horloger Joseph Moll, existait l'industrie la plus avancée de l'époque et un prolétariat industriel qui menait une lutte active et possédait une organisation de classe avec le mouvement chartiste. La présence de réfugiés politiques de la plupart des pays d'Europe, et l'existence des libertés de réunions et d'association favorisait la discussion politique et l'élaboration d'un nouveau programme.

\*  
\*\*

Il faut insister ici sur une méthode de travail employée par la Ligue dès sa fondation et d'une importance majeure (elle n'était d'ailleurs pas propre à la Ligue, et on la retrouve notamment dans le mouvement ouvrier anglais des années 1830 sous une forme un peu différente) : la Ligue tendait constamment à créer autour d'elle un véritable faisceau d'organisations plus larges dont elle constituait le noyau dirigeant et qui lui servaient de terrain de développement de son influence, d'école et de milieu de recrutement. C'était d'abord, et partout où s'implantèrent solidement des « communes » clandestines de la Ligue, des « Associations d'éducation pour les ouvriers » légales, et combinant des réunions de « divertissement » où les travailleurs amenaient leurs familles et des réunions de discussion, cercles d'études, etc. Ce fut en outre, dans le cadre propice de Londres — où l'Association d'éducation des ouvriers fondée dès février 1840 et qui attira bientôt des ouvriers de diverses nationalités devait subsister sous des noms divers pendant plusieurs décennies et refléter tous les tournants du mouvement ouvrier — la « Société démocratique allemande », également publique.

Plusieurs membres dirigeants de la Ligue (et de l'Association d'éducation — les frontières entre l'organisation clandestine et son extension légale étant d'ailleurs naturellement beaucoup moins rigides à Londres qu'ailleurs) appartenaient en outre à la **Société démocratique française**. Et lorsque Weitling, expulsé de Suisse, arriva à Londres en août 1844, Schapper organisa pour le recevoir une première grande manifestation internationale rassemblant avec les Allemands des communistes français et des socialistes anglais (owenistes). Le même Schapper fonda en octobre 1844 avec le Polonais Oborski et le dirigeant chartiste modéré Lovett l'association des « Amis démocratiques de tous les pays » à laquelle appartinrent, outre des réfugiés français, italiens et polonais, un certain nombre d'Anglais. Enfin, en septembre 1845 se tint à Londres une manifestation d'anniversaire de la fondation de la première république française (22 septembre 1792) qui rassembla plus de mille personnes, Anglais, Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Polonais, Suisses, et même un représentant de la Hongrie et un de la Turquie. Le principal organisateur en était le dirigeant de l'aile révolutionnaire du chartisme, Julian Harney, qui, à l'issue de cette réunion, constitua, avec les émigrés

révolutionnaires des divers pays, l'organisation des « Démocrates fraternels » dans la direction de laquelle entrèrent Schapper et Moll.

Marx et Engels, qui avaient passé quelques semaines en Angleterre et étaient repartis pour Bruxelles au début de septembre, avaient participé à la préparation du meeting du 22 septembre, dont Engels devait rendre compte dans une revue allemande en écrivant notamment :

« La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme. Une autre démocratie ne peut plus exister aujourd'hui que dans les têtes de visionnaires théoriques, qui ne se soucient pas des événements réels... La démocratie est devenue un principe des masses. » (2)

Car, indépendamment l'un de l'autre et par des voies différentes, Marx et Engels étaient arrivés aux mêmes conclusions générales dès le début de 1844, comme en attestent leurs articles des **Annales franco-allemandes**. Le 31 juillet 1844, Marx écrivait à propos de l'insurrection des tisserands de Silésie que l'Allemagne ne pouvait désormais « trouver que dans le prolétariat l'élément actif de sa libération ». Engels, dans son livre **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, fruit de son étroite fréquentation du mouvement chartiste, aboutissait aux mêmes conclusions sur la mission historique du prolétariat. Et, au cours de l'année 1845, élaborant les fondements du matérialisme historique dans **L'idéologie allemande**, ils parvenaient à « l'accord avec eux-mêmes ». Leur intervention organisée pour rassembler l'avant-garde prolétarienne sur la base scientifique de la « nouvelle théorie » commençait en même temps.

La discussion qui se déroula chez les communistes allemands de Londres au cours de l'année 1845 (les procès-verbaux de l'Association d'éducation ouvrière qui ont été partiellement conservés permettent d'en connaître le déroulement) et opposa les principaux dirigeants londoniens de la Ligue : Schapper, le cordonnier Bauer, etc. à Weitling montre que les positions développées par Marx et Engels étaient connues de Schapper et de son groupe et les influençaient. Ils se prononcèrent contre les projets de colonie communiste de Cabet ; aux tendances putschistes traditionnelles dans la Ligue, ils opposèrent la perspective d'une longue période de préparation propagandiste et organisationnelle de la révolution, et soulignèrent l'importance des libertés démocratiques pour l'organisation des travailleurs ; ils recherchèrent enfin, en tâtonnant, les conditions d'une analyse scientifique de la société et des buts du mouvement ouvrier. Schapper déclare

(2) Ce texte — qui, même s'il est un raccourci trop succinct, éclaire le sens de la participation de Marx et d'Engels à diverses sociétés démocratiques pendant cette période — appellerait de nombreux commentaires dont nous nous abstenons, nous contentant de le dédier aux partisans de la « démocratie avancée », qui ont eu le cynisme d'éditer sous le titre général *La révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne* trois œuvres d'Engels dont l'unité est précisément constituée par la claire perspective de la révolution permanente.



contre Weitling « qu'on ne peut avancer qu'avec la science » et y revient à plusieurs reprises, soulignant (il songeait surtout ici à Feuerbach) que « depuis 1842, les philosophes commencent à se prononcer pour le communisme ». L'un des résultats de cette discussion sera de mettre fin au rôle dirigeant de Weitling dans la Ligue des justes, et de rendre beaucoup plus conscients les militants londoniens de la nécessité d'un nouveau programme scientifiquement fondé.

C'est alors, au début de 1846, que Marx et Engels fondèrent à Bruxelles le Comité de correspondance communiste, dont l'ensemble des documents actuellement publiés, s'il est encore très lacunaire, permet néanmoins de se faire une idée plus précise. Il s'agissait de donner le cadre organisé indispensable à la discussion programmatique fondamentale qui s'imposait pour sortir de l'ornière les organisations communistes allemandes — et françaises, d'où la fameuse lettre à Proudhon l'invitant à participer au réseau de ces comités — et les reconstruire sur la base de la nouvelle théorie scientifique qu'ils possédaient désormais.

Il faut à cet égard dissiper une équivoque. La seule source pour l'histoire de la Ligue des communistes a longtemps été la courte préface d'Engels, écrite près de quarante ans plus tard, à la réédition du livre de Marx sur le procès des communistes de Cologne. Écrivant sans autres documents que ceux rassemblés dans le livre du policier Stieber après la répression de 1852, se fiant presque exclusivement à sa mémoire, Engels y a commis, comme il était inévitable, un certain nombre d'erreurs de faits. Mais s'il n'a pas mis l'accent sur l'aspect d'organisation de l'activité déployée à ce moment par Marx et lui, c'est tout simplement parce que cela allait de soi à l'époque. Personne ne concevait alors le mouvement ouvrier autrement qu'organisé. Le faisceau d'organisations dont la Ligue était le noyau en témoigne suffisamment. Et Engels, tout naturellement — comme d'ailleurs Marx dans le court passage de *Herr Vogt* qu'il consacrera en 1860 à leur activité de cette époque — met l'accent sur la polémique contre le reliquat d'utopisme moralisant de la Ligue, contre leur conception de l'organisation secrète, « conspirative » par principe, et pour l'organisation de classe du prolétariat, nécessairement publique, clandestine seulement dans la mesure où la répression policière l'y oblige, utilisant toutes les ressources de la légalité bourgeoise pour s'abriter.

Aussi, si Riazanov a raison de souligner cet aspect organisationnel fondamental de l'activité déployée par Marx et Engels, il est absurde de conclure, comme il le fait dans ses conférences éditées sous le titre *Marx et Engels*, des lacunes de l'exposé d'Engels à cet égard que celui-ci n'a pas participé à cette activité organisationnelle qui aurait été le fait du seul Marx. Le premier document qui témoigne de l'activité du Comité de correspondance de Bruxelles n'est autre qu'une lettre du 30 mars 1846 de Harney à Engels,

répondant — favorablement — à une lettre d'Engels qui lui demandait de constituer un Comité de correspondance à Londres !

C'est d'ailleurs le Comité de Bruxelles qui enverra Engels à Paris en août 1846 pour qu'il y intervienne dans la discussion en cours dans les rangs communistes, et Engels distinguera soigneusement, dans sa correspondance avec Marx, les lettres personnelles des « lettres au Comité ».

Il ne nous est pas possible de suivre le développement du réseau des comités de correspondance, auquel, à Bruxelles, était associé un bureau de presse (dans lequel travaillait Wilhelm Wolff — « Lupus » —, qui venait d'arriver d'Allemagne), réseau qui étendit ses liaisons à plusieurs villes allemandes, et aboutit à la formation d'organisations du moins en Silésie, et en Westphalie avec le géomètre Weydemey.

À Londres, les dirigeants chartistes Harney et Ernest Jones, et, à partir de juin 1846, les trois principaux dirigeants de la Ligue, Schapper, Bauer et Moll — ceux-ci ouvrant la perspective d'une organisation internationale des communistes — constituèrent un Comité de correspondance communiste. À Paris, c'est seulement après l'arrivée d'Engels que les choses se remirent en branle — le document n° 1 que nous publions expose clairement la tactique suivie par ce dernier.

Il ne nous est pas possible non plus de retracer le développement, mieux connu — notamment la fameuse séance du 30 mars 1846 du Comité de Bruxelles marquant la rupture de Marx avec Weitling — de la discussion politique au cours de cette année 1846, marquée par la polémique de Marx et d'Engels contre les « vrais » socialistes, dont la doctrine moralisante n'était que l'expression de l'adaptation à l'ordre établi, et par l'édition, dans le cadre des comités de correspondance, d'une série de circulaires lithographiées, dont une seule a été retrouvée à ce jour — la circulaire contre Hermann Kriege, qui prêchait à New York le communisme fondé sur la religion de l'amour, tout en s'efforçant d'obtenir le soutien de millionnaires yankees ; cette circulaire ne manquait d'ailleurs pas d'égratigner au passage la Ligue des justes et ses positions confuses.

Cependant, à la suite de l'arrestation à Berlin de membres de la Ligue dont certains avaient trop parlé, plusieurs communistes parisiens, déjà victimes de la répression à la suite de manifestations ouvrières à Paris contre le renchérissement du pain, se virent menacés d'expulsion en novembre 1846. L'organisation parisienne de la Ligue, qui constituait toujours le Bureau central, décida alors de remettre la direction du mouvement à son organisation londonienne.

Celle-ci n'avait cessé de se renforcer, contrôlant maintenant deux Associations d'éducation avec plus de 500 membres, dont de nombreux étrangers, Français et Scandinaves notamment. Le nouveau Bureau central annonça le même mois dans une adresse à la Ligue la convocation d'un congrès, défini comme pré-



paratoire à un congrès communiste général et international prévu pour l'année suivante.

Le but de ce congrès de la Ligue serait d'élaborer un « catéchisme communiste simple, qui puisse servir de guide à tout le monde ». Trois questions devaient en particulier être réglées : celles des rapports avec les groupes radicaux bourgeois ; celle des rapports des communistes et de la religion ; celle enfin de l'union des partis socialiste et communiste.

Sans doute parce qu'il souhaitait rassembler ses propres forces avant l'union avec les Bruxellois qu'il sentait inévitable, le Bureau central n'avait pas averti ces derniers — qui, il est vrai, n'appartenaient pas à la Ligue — de la convocation de ce congrès. La tension qui en résulta fut dissipée lorsque, à la fin de janvier 1847, Joseph Moll, membre du Bureau central de la Ligue, arriva à Bruxelles avec un plein pouvoir du Comité de correspondance de Londres — et en fait du Bureau central de la Ligue — pour négocier avec les Bruxellois (et avec Engels à Paris). On ne connaît pas le détail de l'accord conclu à ce moment, qui aboutit à l'adhésion de Marx, d'Engels et de Wolff à la Ligue et à la transformation du Comité de correspondance communiste de Bruxelles en commune de la Ligue. Dans une seconde adresse (février 1847) du Bureau central à la Ligue, celui-ci donnait le mouvement chartiste en exemple aux communistes, qui avaient pour tâche de s'organiser en parti prolétarien indépendant, et soulignait l'importance du nouveau programme à adopter.

La critique de Proudhon, **Misère de la philosophie**, que Marx termine au début d'avril 1847, apparaît ainsi — comme en témoigne d'ailleurs le document V ci-dessous — comme un document programmatique écrit en vue du congrès qui se tient du 2 au 9 juin 1847 (même s'il n'est sorti des presses que le mois suivant).

\*  
\*\*

Il reste à dire quelques mots des documents eux-mêmes. Il s'agit de circulaires dont les exemplaires retrouvés sont ceux adressés au responsable de la Ligue à Hambourg, le menuisier J.-F. Martens, qui se trouvaient dans le legs des papiers provenant de celui-ci fait par ses héritiers à la bibliothèque de l'université de Hambourg en 1911.

Contrairement à ce qu'affirmait Engels de mémoire dans sa préface de 1885, ces documents montrent que ce n'est pas au premier congrès de la Ligue que la « nouvelle théorie » — le matérialisme historique — a été intégralement acceptée par la Ligue, mais seulement au deuxième congrès, ce qui explique

mieux que la discussion y ait duré dix jours, du 29 novembre au 8 décembre. Les documents du premier congrès constituent une étape intermédiaire et reflètent le compromis conclu à cette occasion par Engels et W. Wolff (Marx ne participa qu'au deuxième congrès). Cette situation est notamment reflétée par l'article 1 du projet de statuts (document II) : « La Ligue a pour objet l'émancipation des hommes de leur esclavage par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et l'introduction pratique le plus tôt possible de celle-ci », alors que dans les statuts définitifs adoptés le 8 décembre l'article 1 dira : « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société reposant sur la contradiction des classes et la fondation d'une nouvelle société sans classe et sans propriété privée ». Toute une série d'autres traits des statuts et du « projet de catéchisme » (document III) montrent également que Schapper et ses amis s'obstinaient encore à cette date à maintenir un certain nombre de points de vue utopiques, moralisants et confus que les six mois de discussion ultérieure — dont le document V donne une certaine idée — élimineront peu à peu.

Le document III constitue ainsi le premier avant-projet du **Manifeste communiste**, dont le projet de catéchisme rédigé à Paris fin octobre - début novembre par Engels (et publié ultérieurement sous le titre **Principes du communiste**) représente une étape ultérieure, qui en reprendra d'ailleurs une partie (notamment les questions 7 à 11 et 14 à 20), en éliminant complètement les questions 1 à 6.

Relevons enfin que, dans le projet de statuts (document II) daté du 9 janvier 1847, figure la devise « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », alors que l'on croyait qu'elle n'avait été imprimée pour la première fois que sur le numéro d'essai de la **Revue communiste** parue en septembre de la même année. Elle date en fait du premier congrès de la Ligue et a été adoptée en même temps que le changement de nom de la Ligue. L'auteur en est donc très vraisemblablement Engels.

Comme dit plus haut, nous renonçons à faire ici une analyse politique détaillée des textes, des problèmes qui s'y reflètent et de la manière dont ils ont été résolus ou abordés à cette date. Outre qu'elle allongerait démesurément cette présentation, une telle analyse aurait le défaut de s'adresser à des lecteurs qui n'auraient pas encore les textes eux-mêmes sous les yeux. Nous nous réservons d'y revenir par la suite, comme aux leçons politiques qui découlent des autres phases de l'histoire de la Ligue, telle que l'ensemble des documents récemment publiés l'éclaire.





## Document I

# RAPPORT SUR LE PREMIER CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES (Londres, 2-9 Juin 1847) (1)

## LE CONGRÈS A LA LIGUE A HAMBOURG (2)

Chers frères,

Le premier congrès de la Ligue, qui avait été convoqué en février dernier par le bureau central (3) et s'est ouvert le 2 juin ici à Londres, a terminé ses délibérations. Compte tenu de la situation d'ensemble de notre Ligue, ses séances n'ont pu être publiques.

Mais il nous appartient, à nous participants au congrès, de lui donner après coup ce caractère public au moins en vous donnant un aperçu de nos débats.

Cela est d'autant plus nécessaire que le bureau central sortant nous a rendu compte de son activité, et qu'il nous appartient donc de vous déclarer comment le congrès a été satisfait de ce compte rendu de mandat. Il nous faut en outre le faire parce que nous avons ajouté aux nouveaux statuts un article qui soumet toutes les résolutions du congrès ayant force de loi à la ratification des communes (4) individuelles ; au moins pour cette partie de nos résolutions, il nous faut donc, pour un double motif, vous donner les raisons qui nous ont amenés à les adopter.

Après la vérification des pouvoirs des délégués, le bureau central sortant a présenté un rapport au congrès sur sa gestion et sur l'état de la Ligue. Les délégués se sont déclarés pleinement satisfaits de la manière dont le bureau central a représenté les intérêts de la Ligue et a commencé à la réorganiser. On en a terminé ainsi avec ce point. Nous empruntons le bref aperçu qui suit au rapport du bureau central et aux lettres originales soumises au congrès.

C'est à Londres que notre Ligue est la plus forte. La liberté d'association et de parole facilite énormément la propagande et donne l'occasion aux nombreux membres de mérite de faire valoir leur caractère et leurs talents au mieux des intérêts de la Ligue et de la cause. La Ligue utilise à cette fin l'« Association allemande d'éducation pour les ouvriers », ainsi que la filiale de Whitechapel de cette organisation. Les membres de la Ligue participent en outre : aux « Démocrates fraternels », à l'association communiste française de discussion (5), etc.

L'ancien bureau central de Paris a compris combien la Ligue de Londres serait mieux en mesure que lui-même d'assumer la direction centrale des affaires de la Ligue. La sécurité de tous les documents et des membres du bureau central lui-même n'est nulle part aussi grande qu'ici. Le congrès a eu durant ses débats assez d'occasion de voir que les communes de Londres comptent un nombre suffisant d'éléments de valeur, auxquels on pouvait confier le pouvoir exécutif de la Ligue. Il a donc décidé que le bureau central resterait à Londres.

A Paris, la Ligue avait beaucoup baissé au cours de ces dernières années. Les membres des bureaux de cercles (6) et du bureau central ne s'occupaient depuis longue date que de querelles de forme et de violations supposées des statuts, au lieu de gérer les affaires de la Ligue tout entière ou de leurs cercles. Dans les communes, on débattait également de sujets mesquins de cette nature qui prenaient du temps, étaient superflus et provoquaient des scissions. Dans le meilleur des cas, on discutait des vieilles questions qui avaient été constamment débattues, jusqu'à satiété,

(1) Le texte (impression lithographique d'un manuscrit) comporte neuf pages numérotées ; les pages 1 à 4 et 8-9 sont de l'écriture de Wilhelm Wolff, les pages 5 à 7 de celle de J. Moll. Au verso de la page 9 figure le document IV.

(2) Les deux mots « à Hambourg » ont été ajoutés de la main de J. Moll (autrement dit le rapport a d'abord été lithographié en un nombre d'exemplaires correspondant aux groupes — « communes » — destinataires, puis ventilé à chacune d'elles).

(3) Le texte allemand dit « Centralbehörde » (Halle) — littéralement « autorité centrale » (Halle), c'est-à-dire qu'il emploie, pour désigner la direction de la Ligue, le nouveau terme « autorité centrale », tel qu'il figure dans le projet de statuts (documents II) adopté par le congrès, avec l'ancien (celui employé dans les statuts antérieurs de la Ligue des justes) entre parenthèses. Dans la suite, les deux termes sont employés plus ou moins indifféremment, le second plus souvent pour la direction d'avant le congrès, le premier pour celle d'après le congrès. Nous avons mis toujours en français « bureau central », de préférence à « comité central », dont la résonance actuelle correspond à une organisation fonctionnant selon les règles du centralisme démocratique. Or, si la Ligue évoluait vers cette forme d'organisation, elle n'y avait pas pleinement accédé même après son premier congrès, comme on le verra dans le projet de statuts, document III. Une organisation ne peut, on le sait de reste, avoir le centralisme démocratique comme structure d'organisation que si elle est fondée sur le matérialisme historique, sur le programme du communisme scientifique. Ce sera le cas de la Ligue après son deuxième congrès de décembre 1847, et ses nouveaux statuts seront alors effectivement conformes, avec des modalités spécifiques correspondant aux circonstances de l'époque, aux principes du centralisme démocratique.

(4) « Communes » : nom des organismes de base de la Ligue. Cet article 21 du projet de statuts fera naturellement l'objet d'une critique de Marx (voir ci-dessous document V).

(5) Sur ces diverses organisations, voir la *Présentation*.

(6) Le texte emploie ici le terme de « Gau », conforme aux anciens statuts de la Ligue des justes, pour désigner l'organisation rassemblant un certain nombre de « communes » et sa direction (« Gaustand »). Dans les nouveaux statuts (voir document II), cet organisme s'appellera « Kreis » (littéralement « cercle ») et sa direction « Kreisbehörde » (littéralement « autorité de cercle »). Nous avons traduit dans tous les cas par « cercle » et « bureau de cercle ». Le présent document explique d'ailleurs pourquoi ces termes ont été changés. Voir ci-dessous.



depuis les « garanties » (7) de Weitling. Dans la Ligue de Paris elle-même ne se manifestait pas le moindre progrès, ni la moindre participation au développement des principes et au mouvement du prolétariat, comme c'était le cas dans d'autres localités de la Ligue, et *en dehors de la Ligue*. Le résultat, ce fut que tous ceux qui n'étaient pas satisfaits par ce qui leur était offert dans la Ligue allèrent chercher en dehors de la Ligue de nouvelles lumières. Ce besoin de clarification fut mis à profit par un chevalier d'industrie littéraire et exploiteur des ouvriers, le littérateur allemand Karl Grün (8). Ce personnage avait adhéré au communisme quand il eut noté que l'on pouvait gagner de l'argent avec des écrits communistes. Il s'aperçut au bout de quelques temps qu'il était dangereux de continuer à se déclarer communiste et prit pour occasion de sa retraite le nouveau livre de Proudhon sur les contradictions de l'économie politique (9), qu'il traduisit en allemand. Les thèses sur l'économie soutenues dans ce livre, autrement tout à fait insignifiant, servirent de base à Grün pour des conférences qu'il tint à Paris devant des membres de la Ligue. Ces conférences furent suivies par deux sortes de gens : 1° les uns, à qui le communisme en tant que tel était déjà devenu à charge ; 2° d'autres, qui espéraient trouver peut-être auprès dudit Grün des enseignements sur une masse de questions et de doutes qui n'avaient jamais été résolus pour eux dans les séances de leurs communes. Ces derniers étaient assez nombreux et c'était les membres les plus utiles et les plus susceptibles de se développer des communes de Paris. Le dit Grün réussit un certain temps à aveugler un certain nombre de ceux-là par ses façons de parler et sa prétendue science immense. Par suite de quoi la Ligue se scinda. D'un côté, il y eut le parti qui avait exclusivement dominé le bureau central et le cercle, le parti des weitlingiens ; de l'autre, ceux qui étaient d'avis qu'on pouvait encore apprendre quelque chose de Grün. Mais bientôt après ceux-ci s'aperçurent que Grün s'exprimait de façon décidément hostile aux communistes et que toute sa théorie n'était absolument pas en mesure de remplacer le communisme. Il y eut de violentes discussions, qui démontrèrent que presque tous les membres de la Ligue restaient fidèles au communisme, et qu'il n'y en avait que deux ou trois qui défendaient le dit Grün et son système proudhonien. Il s'avéra également que le même Grün, selon son habitude, avait trompé les travailleurs, en employant 30 francs, le montant d'une collecte faite pour les insurgés polonais (10), à des fins personnelles, et en leur soutirant en outre par ses discours plusieurs centaines de francs pour faire imprimer une misérable brochure sur les diètes prussiennes (11). Il suffit de dire que la majorité de ceux qui avaient jusque là suivi Grün s'en éloigna et constitua un nouveau parti, qui se préoccupait essentiellement de développer le principe du communisme dans toutes ses conséquences et dans sa liaison avec les rapports sociaux. Mais cette scission eut pour effet de démolir l'organisation de la Ligue. Le bureau central envoya au cours de l'hiver un émissaire qui reconstitua autant que possible l'organisation. Mais les disputes réapparurent bientôt ; les trois partis en présence et leurs principes étaient inconciliables. Le parti du progrès réussit, avec l'aide des weitlingiens, à écarter de la Ligue les 3 ou 4 grüniens endurcis, qui s'étaient carrément déclarés contre le communisme. Mais les deux partis s'opposèrent alors,

dans la réunion du bureau de cercle, à propos de l'élection d'un délégué au congrès. Le conflit devint insoluble, et, pour parvenir au moins à un choix, il fut décidé, dans les trois communes où le parti du progrès était le plus fortement représenté, de se séparer des deux communes où étaient les principales forces des weitlingiens et d'élire pour leur compte en assemblée générale un délégué au congrès (12). C'est ce qui eut lieu. Les weitlingiens furent ainsi provisoirement écartés de la Ligue, et le nombre des membres de celle-ci réduit d'un tiers. Le congrès, après examen des justifications qui lui furent soumises par les deux partis, se déclara d'accord avec la façon de procéder des trois communes, parce que le parti weitlingien a partout retardé la Ligue dans son développement, ce dont on a également fait l'expérience à Londres et en Suisse. Il décida à l'unanimité d'écarter de la Ligue les weitlingiens de Paris et d'admettre le délégué de la majorité parisienne au congrès.

Cependant, le nombre des membres de la Ligue à Paris a beaucoup diminué. Mais, en échange, les éléments qui entravaient son développement ont été écartés, et la lutte a créé des sentiments favorables à un renouveau d'activité. Un nouvel esprit, une énergie toute nouvelle se manifestent. La répression policière paraît terminée, et n'était d'ailleurs pas dirigée principalement contre le parti qui a maintenant vaincu et dont un seul membre a été expulsé, mais a atteint presque exclusivement le parti de Grün — ce qui prouve qu'à la base de toute cette répression il y avait des communications du gouvernement prussien, comme on le montrera bientôt. Et si le gouvernement a dissous les réunions publiques à la Barrière (13), cela atteint

(7) *Les Garanties de l'harmonie et de la liberté*, l'ouvrage principal de Weitling paru en 1842. Voir la *Présentation*.

(8) Karl Grün était le plus droitier — au surplus personnellement taré — de ces « vrais » socialistes pour la caractérisation politique desquels nous renvoyons au paragraphe que leur a consacré le *Manifeste communiste*, ainsi qu'à une série d'autres écrits de Marx et d'Engels de 1848-1847 (notamment dans *l'Idéologie allemande*).

(9) C'est-à-dire le *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, que Marx a critiqué dans *Misère de la philosophie*, livre qui, il est vrai, s'il était terminé en avril 1847, n'est paru qu'au début de juillet, un mois après le congrès.

(10) Il s'agit de l'insurrection polonaise de février 1846, qui avait été dirigée par les éléments démocratiques révolutionnaires et avait abouti à la formation, à Cracovie, d'un gouvernement provisoire qui décida l'abolition de tous les droits fédéraux et formula, sous l'égide de Dembowski, un programme de distribution des domaines seigneuriaux aux paysans sans terre, d'ouverture de grands travaux, etc. Le soulèvement fut écrasé avec la collaboration de toutes les forces réactionnaires d'Europe (parmi lesquelles, en cette occasion comme en toutes les autres, la papauté tint à se distinguer) et le territoire de la « république de Cracovie » (seul territoire polonais resté plus ou moins autonome depuis 1815) fut annexé à l'Autriche en novembre de la même année.

(11) Les diètes provinciales prussiennes — assemblées élues au suffrage censitaire restreint, et par « états » (« ordres ») conformément aux principes féodaux — avaient formulé en 1843 et 1845 quelques revendications constitutionnelles-bourgeoises, que le roi de Prusse avait rejetées. C'est de cela que parlait la brochure de Grün, qui, selon une lettre d'Engels adressée à Paris, le 19 août 1846, au Comité de correspondance communiste de Bruxelles, contenait « un plagiat des articles de Marx des *Annales franco-allemandes* de 1844 et « d'énormes absurdités ».

(12) C'est-à-dire Engels.

(13) Réunions qui se tenaient à la Barrière du Trône le dimanche et rassemblaient en 1844, au moment où Marx y a assisté, « cent à deux cents communistes allemands ».



aussi principalement les grüniens, qui y prenaient largement la parole et s'y activaient contre le communisme, parce que là, les communistes ne pouvaient naturellement pas leur répondre librement. Ainsi, la Ligue se trouve actuellement à Paris en bien meilleur état qu'au temps où le bureau central y était. Nous sommes moins nombreux, mais nous sommes unis et y avons des gens de valeur.

A Lyon, la Ligue compte des membres constitués, qui paraissent participer à la cause selon leurs forces.

A Marseille, nous sommes également constitués. Sur nos membres dans cette ville, voici ce qu'on nous écrit : « La situation de la Ligue à Marseille n'est pas des meilleures. Un encouragement par lettre n'aiderait que peu ; nous essaierons de faire en sorte que certains d'entre nous se rendent là-bas cet automne pour y réorganiser la Ligue. »

La Ligue a réussi à prendre solidement pied en Belgique. A Bruxelles, il existe une commune de valeur, dont les membres sont des Allemands et des Belges et qui ont déjà fondé à Liège une seconde commune parmi les ouvriers d'usine wallons. Les perspectives pour la Ligue sont tout à fait réjouissantes dans ce pays, et nous espérons que la Belgique sera, dès le prochain congrès, représentée par plusieurs délégués.

En Allemagne, nous avions à Berlin plusieurs communes qui ont été subitement détruites ce printemps par la police. Les membres de la Ligue auront appris par les journaux comment une assemblée de travailleurs dirigée par des membres de la Ligue a été dispersée par la police, une enquête ouverte et, à la suite de cette enquête, plusieurs membres dirigeants ont été arrêtés. Parmi les arrêtés se trouvait un certain Friedrich Mentel, tailleur, originaire de Postdam, âgé d'environ 27 ans, de taille moyenne, trapu, etc. Cet homme, qui a été auparavant à Londres et à Paris, a appartenu dans cette dernière ville au parti de Grün et s'y est avéré un bavard sentimental ; au cours de ses voyages, il avait d'ailleurs appris à connaître assez exactement la situation de la Ligue, et ne fut pas en mesure de supporter cette petite épreuve. Il a été démontré cette fois encore que la faiblesse d'esprit et la confusion de ce genre de sentimentaux ne peut trouver finalement la paix que dans la religion. En peu de jours, Mentel s'est laissé complètement convertir par un prêtre et a joué à deux reprises le rôle de dénonciateur pendant son arrestation. Un camarade de Berlin nous écrit : « ... Il a parlé au tribunal (14) des communes de Paris, Londres, Hambourg et Kiel (qu'il avait toutes visitées lui-même) et a donné les adresses auxquelles Hermann Kriege envoyait à Berlin son *Tribune du peuple*. Il a dit à un autre en face : "Ne t'ai-je pas vendu ces livres ? ne nous sommes-nous pas réunis en tel et tel endroit ? n'es-tu pas membre de la Ligue des justes ?" et comme à tout cela l'autre a répondu "Non", Mentel dit : "Comment peux-tu agir de la sorte devant Dieu tout-puissant, qui sait tout ?" et d'autres sottises de ce genre. » Heureusement l'abjection de Mentel n'a pas influencé les autres accusés, et le gouvernement n'a pu faire autre chose que de les mettre en liberté provisoire. Les dénonciations de Mentel sont manifestement en relation exacte avec la répression contre les communistes allemands à Paris. Nous ne pouvons que nous féliciter de notre chance, si le grüniens Mentel considérait les grüniens eux-mêmes comme les dirigeants de la Ligue et les a dénoncés comme tels. C'est ainsi que les véritables communistes

sont généralement restés à l'abri des persécutions. Naturellement, ces événements ont entièrement désorganisé le cercle de Berlin. Nous avons néanmoins l'espoir, connaissant la valeur des camarades de cette ville, que la Ligue pourra bientôt y être réorganisée.

Hambourg est également constituée. Mais les adhérents de cette ville se sont laissés quelque peu intimider par la répression à Berlin. La liaison avec eux n'a cependant jamais été interrompue.

La Ligue est en outre constituée à Altona, Brême, Mayence, Munich, Leipzig, Königsberg, Thorn, Kiel, Magdebourg, Stuttgart, Mannheim et Baden-Baden. En Scandinavie, elle l'est déjà au moins à Stockholm.

La situation de la Ligue en Suisse n'est pas aussi réjouissante que nous aurions pu le souhaiter. Le parti des weitlingiens y était dès le début le parti dominant. L'insuffisance du développement des communes de Suisse s'est notamment manifesté en ce que, d'une part, elles n'ont pas été en mesure de mener à son terme le vieux combat contre les « Jeunes Allemands » (15), d'autre part, qu'elles ont encore lutté d'un point de vue religieux contre les « Jeunes Allemands » et se sont laissés exploiter de la manière la plus indigne par des chevaliers d'industrie tout à fait minables comme le trop fameux Georg Kuhlmann du Holstein par exemple. Des mesures policières ont eu pour effet de désorganiser si complètement la Ligue en Suisse que le congrès a décidé de prendre des mesures extraordinaires pour la reconstituer. Il va de soi qu'il ne sera possible qu'ultérieurement d'informer les communes sur la nature et le résultat de ces mesures.

En ce qui concerne l'Amérique, il faut attendre des nouvelles de l'émissaire que le bureau central a envoyé là-bas avant qu'il ne soit possible de donner un rapport précis sur l'évolution finale de la situation.

De ce rapport du bureau central, comme des lettres elles-mêmes présentées au congrès, il ressort deux choses : en premier lieu que, lorsque le bureau central de Londres a assumé la direction, la Ligue était dans une situation difficile, que le précédent bureau central n'avait absolument pas assumé les tâches qui lui incombaient ; qu'il avait entièrement négligé d'assurer la cohésion de la Ligue tout entière et que, en plus de cette désorganisation de la Ligue, des éléments négatifs étaient peu à peu apparus dans les communes individuelles elles-mêmes. Dans ces circonstances menaçantes pour l'existence de la Ligue, le bureau central de Londres a pris aussitôt les mesures nécessaires : il a envoyé des émissaires, écarté quelques membres dangereux pour le maintien de l'ensemble, rétabli les liaisons, convoqué le congrès général et préparé les questions à y débattre. Il a en même temps entrepris des démarches pour attirer dans la Ligue d'autres éléments du mouvement communiste qui lui étaient jusque là

(14) En fait, c'est pendant l'instruction que Mentel avait fait ses déclarations ; devant le tribunal, il les a désavouées, les attribuant à un moment de démence passagère.

(15) La « Jeune Allemagne » était une organisation secrète de réfugiés allemands démocrates petits-bourgeois (républicains), qui s'était constituée au début de 1934 en Suisse à l'instigation de Mazzini. C'était une organisation du même type que la « Ligue des proscrits », fondée à Paris à la même date. Voir la *Présentation*. Il ne faut pas confondre cette « Jeune Allemagne » avec les écrivains rangés sous cette étiquette par la répression des gouvernements allemands qui avaient interdit leurs œuvres (Heine, Börne, etc.).



restés étrangers — démarches qui ont été couronnées de succès (16).

Une fois ces questions réglées, le congrès avait à examiner les statuts. Le résultat de ces délibérations est soumis à la ratification finale des communes sous la forme des nouveaux statuts (17), adoptés à l'unanimité dans tous leurs articles. Pour justifier les modifications qui ont été faites, nous ferons les remarques suivantes :

Le changement du nom, de Ligue des justes en Ligue des communistes a été adopté, en premier lieu parce que l'ancien nom a été dévoilé aux gouvernements par les infâmes trahisons du nommé Mentel et que, pour cette seule raison, un changement de nom aurait déjà été indiqué. En second lieu et avant tout, parce que l'ancien nom avait été adopté dans une circonstance particulière, en considération de conditions particulières qui n'ont plus rien à voir avec le but actuel de la Ligue. Ce nom n'est donc plus actuel et n'exprime absolument pas ce que nous voulons. Combien n'y a-t-il pas de gens qui veulent la justice, c'est-à-dire ce qu'ils nomment la justice, sans pour cela avoir besoin d'être communistes ? Mais nous ne nous distinguons pas par le fait que nous voulons la justice, ce que chacun peut bien affirmer de lui-même, mais par le fait que nous attaquons l'ordre social existant et la propriété privée, que nous voulons la communauté des biens, par le fait que nous sommes des communistes. C'est dans le même sens que nous avons remplacé les termes de « Gau » et de « Halle », termes hérités des organisations politiques et dont le caractère germanique faisait une impression fâcheuse, en considération du caractère antinational, ouvert à tous les peuples, de notre Ligue, par des termes qui signifient réellement ce qu'ils doivent signifier. L'introduction de ce genre de noms simples et clairs sert en outre à ôter à notre Ligue propagandiste le caractère conspiratif que nos ennemis voudraient si volontiers nous attacher.

La nécessité de répéter le congrès qui vient d'être convoqué pour la première fois, de le répéter *régulièrement* et de lui donner, sous réserve de la ratification par les communes, tout le pouvoir de décision de la Ligue a été unanimement reconnue, sans qu'il y ait eu de discussion sur ce point. Nous espérons, dans les précisions que nous venons d'apporter, avoir touché les points dont il s'agissait et par lesquels s'est affirmée l'activité efficace du congrès dans l'intérêt général.

L'abandon des titres qui, pour autant qu'ils contenaient des réglementations, sont remplacés par des articles déterminés des statuts, et pour autant qu'ils contenaient des principes communistes généraux par le catéchisme communiste (18) donne aux statuts un aspect plus simple et plus uniforme et aboutit en même temps à définir plus exactement la place de chaque autorité particulière.

Une fois réglée la question des statuts, vinrent en discussion les divers projets préparés par le bureau central ou soumis par les délégués.

On examina tout d'abord la proposition faite par un délégué de convoquer six mois plus tard un nouveau congrès. Le congrès sentait lui-même qu'en tant que premier congrès qui avait été convoqué et s'était réuni à un moment où l'organisation de la Ligue s'était relâchée, il devait se considérer avant tout comme une assemblée organisante-constituante. Il sentit que pour régler au fond les questions importantes qu'il y avait à régler un nouveau congrès serait nécessaire ; qu'en

même temps les nouveaux statuts fixaient le congrès suivant au mois d'août, donc qu'il n'y aurait eu guère plus de deux mois d'intervalle, et qu'on ne pouvait reculer le congrès jusqu'en août 1848, il fut donc résolu de convoquer ce congrès pour le lundi 29 novembre de l'année en cours, ici à Londres. Nous ne nous sommes laissés arrêter ni par la mauvaise saison ni par les frais renouvelés. La Ligue a surmonté une crise et ne doit pas, pour une fois, redouter un effort extraordinaire. La nouvelle constitution de la Ligue contient les précisions nécessaires pour l'élection des délégués et nous espérons que de nombreux cercles seront représentés au deuxième congrès.

La proposition faite par le même délégué de lever un fonds déterminé pour l'envoi d'émissaires rencontra également une approbation unanime. On constata que notre Ligue avait à sa disposition deux sortes d'émissaires. D'une part, ceux qui sont envoyés aux frais de la Ligue avec un mandat spécial à remplir dans des localités déterminées, soit pour y constituer la Ligue dans des lieux où elle n'existe pas encore, soit pour la réorganiser, là où elle est tombée. En second lieu, des travailleurs qui rentrent dans leur pays ou ont d'autres voyages à faire. La Ligue a le plus grand avantage à utiliser de tels travailleurs, souvent des hommes de grande valeur, pour rendre visite à diverses communes sans que cela les écarte beaucoup de leur route, pourvu qu'on leur rembourse les frais supplémentaires qui en résultent pour eux. De tels émissaires occasionnels ne peuvent naturellement être placés que sous le contrôle direct des bureaux de cercles et seulement dans des cas particuliers sous celui du bureau central. C'est pourquoi le congrès a résolu : de mandater le bureau central pour lever tous les trois mois une contribution financière déterminée de chaque bureau de cercle et de constituer avec ces contributions un fonds pour l'envoi d'émissaires de la première sorte. Ensuite, de mandater les bureaux de cercles pour utiliser, plus que ce n'a été le cas jusqu'à présent, les membres de valeur qui voyagent comme émissaires occasionnels et de leur payer à l'avance sur leur propre fonds les frais supplémentaires qui en résulteront pour eux. Dans des circonstances exceptionnelles, les bureaux de cercles peuvent recourir au fonds du bureau central pour contribuer à cette fin ; c'est naturellement le bureau central qui décide si suite doit être donnée à une telle demande de fonds. Chaque émissaire est responsable devant l'organisme qui lui a remis les fonds et lui en rend compte.

Vous comprendrez tous comme il est nécessaire d'organiser la propagande par le moyen d'émissaires et de la subordonner à une direction centralisée. Nous espérons que nos décisions prises après mûre réflexion recevront votre approbation et pourront obtenir de bons résultats pour la cause.

La question suivante était celle de l'organe de la Ligue ; combien nécessaire est un tel organe, c'est ce qui a été reconnu sans discussion. Que cette feuille ne puisse paraître qu'à Londres, qu'elle ne doive pas paraître plus souvent qu'une fois par semaine ni plus

(16) Allusion évidente au groupe de Bruxelles, et en général aux comités de correspondance communiste organisés par Marx et Engels.

(17) Voir le document II.

(18) Voir le document III.



rarement qu'une fois par mois fut également admis sans plus. Le titre, la devise et le format ont été fixés et seront portés à votre connaissance par le numéro d'essai qui paraîtra en juillet. Pour la rédaction existe une commission jusqu'à ce que notre organe soit public, ensuite fonctionnera un directeur qui a été désigné dès maintenant et assumera sa fonction avec la collaboration de la commission. Arrivé à ce point, le congrès a examiné la question des frais. Il nous faut tout d'abord encore pas mal de choses pour compléter notre imprimerie, notamment une presse en fer, pour laquelle le bureau central a été mandaté pour lever une contribution dans les cercles. On a ensuite fait le compte des frais. Il est apparu qu'au prix de 2 pence = 4 sous = 2 groschen d'argent = 6 kreutzer le numéro hebdomadaire d'un feuillet, il serait nécessaire d'avoir un bon nombre d'abonnés pour couvrir les frais qu'on ne peut pas encore en ce moment calculer avec précision. Une feuille mensuelle sans directeur pourrait subsister avec moins d'abonnés, mais ne remplirait pas les exigences de la Ligue. Mais quant à savoir si nous sommes en état de rassembler le nombre nécessaire d'abonnés pour un hebdomadaire, c'était là, comme nous l'avons dit, chose trop incertaine pour que nous ayons pu prendre les engagements nécessaires. Nous avons donc décidé ce qui suit : en attendant, un numéro d'essai paraîtra donc gratuitement en juillet. Ensuite, les diverses communes auront à faire connaître par l'intermédiaire de leurs cercles combien elles comptent de membres, car le congrès a décidé qu'au moins tant que notre organe sera mensuel chaque membre en paiera un exemplaire, mais que chaque commune n'en conservera qu'un seul et que le reste sera distribué gratuitement. Les membres de la Ligue devront en outre faire connaître ensuite combien d'exemplaires ils sont assurés de diffuser dans leur entourage, ils devront rassembler des abonnements et faire un rapport sur ce point également. Alors le congrès de novembre, sur la base des indications que lui soumettra le bureau central, devra décider de la suite et, autant que possible, mettre le journal en route avant le nouvel an. Dans l'intervalle, l'imprimerie de Londres sera employée à imprimer des tracts.

Enfin vint la question du catéchisme communiste. Le congrès comprit que la proclamation publique des principes de la Ligue serait une démarche de la plus haute importance ; qu'un catéchisme qui serait déjà périmé, qui ne correspondrait plus aux vues de la majorité en un petit nombre d'années et peut-être de mois, aurait un effet aussi nuisible que serait utile un catéchisme approprié ; que cette démarche devait donc être envisagée avec une prudence toute particulière et sans hâte excessive. Dans ce cas précisément, comme dans celui de l'organe de la Ligue, le congrès a pris conscience de ce qu'il ne pouvait prendre des mesures définitives, mais seulement constituantes et qu'il lui fallait donner un nouvel aliment à la vie de la Ligue, qui est en train de se ranimer, par la discussion d'un *plan* de catéchisme. C'est pourquoi le congrès a décidé d'élaborer ce plan et de le soumettre aux communes pour qu'il y soit discuté et que des propositions d'amendements et d'additifs soient envoyées au bureau central. Le plan est ci-joint. Nous recommandons aux communes de l'examiner de la façon la plus sérieuse et la plus réfléchie. Nous avons essayé, d'une part d'éviter toute tendance à la fabrication de sys-

tèmes et au communisme de caserne, d'autre part de sortir de la voie du plat et niais sentimentalisme du communisme émotionnel et larmoyant ; nous avons essayé par contre, en considérant continuellement les rapports sociaux qui ont seuls engendré le communisme, de conserver constamment un terrain solide sous nos pieds. Nous espérons que le bureau central recevra de vous de nombreuses propositions d'additifs et d'amendements et vous demandons encore une fois de discuter ce sujet avec un zèle particulier.

Voilà, chers frères, un aperçu des résultats de nos délibérations. Nous aurions volontiers réglé définitivement les problèmes posés, fondé l'organe de la Ligue, proclamé les principes communistes dans un catéchisme. Mais, dans l'intérêt de la Ligue, dans l'intérêt du mouvement communiste, nous devons faire de nouveau appel à la majorité et laisser au deuxième congrès le soin de mettre à exécution ce que nous avons préparé.

C'est à vous maintenant qu'il appartient, chers frères, de démontrer que la cause de la Ligue, la cause du communisme vous tient à cœur. La Ligue est sortie victorieusement d'une période de déclin. La tiédeur et le relâchement ont été surmontés, les éléments hostiles apparus au sein de la Ligue elle-même ont été écartés. De nouveaux éléments nous ont rejoint. L'avenir de la Ligue est assuré. Mais, chers frères, notre situation n'est pas encore telle que nous puissions un seul moment relâcher notre effort ; toutes nos blessures ne sont pas encore cicatrisées, tous les vides ne sont pas encore remplis, bien des séquelles douloureuses de la lutte que nous avons menée se font encore sentir. C'est pourquoi l'intérêt de la Ligue, c'est pourquoi la cause du communisme exigent que, pour un court laps de temps encore, vous déployiez la plus intense activité ; c'est pourquoi vous devez, pendant quelques mois, ne pas vous fatiguer un seul instant dans votre travail. Des circonstances extraordinaires exigent une énergie extraordinaire. Une crise comme celle que notre Ligue a traversée, une crise dans laquelle nous avons eu tout d'abord à combattre le relâchement, une crise provoquée par la pression accablante exercée par les polices allemande et autres, et plus encore par le fait que notre espoir de voir s'améliorer rapidement la situation sociale semblait s'éloigner de plus en plus de sa réalisation ; une crise dans laquelle, en outre, nous n'avons pas seulement eu à lutter contre les persécutions de nos adversaires, des gouvernements dominés par la bourgeoisie ou alliés à elle contre nous, mais nous avons trouvé aussi des ennemis dans nos propres rangs et avons dû les combattre et les mettre hors d'état de nuire, sans aucune considération de personnes, en ne tenant compte que du danger couru par la Ligue, de la menace d'une désorganisation de tout le parti communiste de langue allemande ; une telle crise, frères, ne peut être surmontée du jour au lendemain. Et même si l'existence de la Ligue, la force de son organisation est de nouveau assurée, il faudra encore pourtant des mois d'un travail inlassable avant qu'on ne puisse dire : nous avons fait notre devoir de communistes, notre devoir de membres de la Ligue.

Frères ! Dans la ferme conviction que vous ressentirez comme nous l'importance de la situation ; mais dans la ferme conviction que vous serez entièrement à la hauteur de cette situation difficile, nous faisons maintenant appel avec confiance à vous, à votre enthous-



siasme pour la cause de la communauté ! Nous savons que l'infâme soif de gain de la bourgeoisie ne vous laisse presque pas de temps pour travailler pour la cause ; nous savons qu'elle réduit à l'extrême le misérable salaire qu'elle vous donne pour votre dur labeur ; nous savons que, précisément en ce moment, la faim et la mauvaise période d'affaires (19) pèsent particulièrement lourd sur vous ; nous savons que la bourgeoisie vous persécute, vous emprisonne, ruine votre santé, met votre vie en danger dès que vous trouvez quand même du temps et de l'argent pour agir dans l'intérêt de la communauté ; nous savons tout cela, et malgré tout cela nous n'avons pas hésité un instant à vous demander de nouveaux sacrifices d'argent, à vous appeler à redoubler d'activité. Car nous devrions nous-mêmes nous retirer de tout le mouvement en rougissant de honte si nous ne savions pas que les hommes qui nous ont choisis pour prendre des décisions concernant le bien général mettront en œuvre, rigoureusement et sans délai, nos décisions ; si nous ne savions pas qu'il n'y a pas un seul membre de notre Ligue pour qui l'intérêt du parti communiste, le renversement de la bourgeoisie et la victoire de la communauté ne soit pas son propre intérêt, son intérêt le plus cher ; si nous ne savions pas que des hommes qui ont eu assez de détermination pour s'organiser en une Ligue qui les expose à de grands périls seront assez résolus et assez solides pour faire face à ces périls et rendre cette Ligue grande et puissante sur toute l'Europe ; si nous ne savions pas enfin que de tels hommes seront d'autant plus courageux, d'autant plus actifs, d'autant plus enthousiastes qu'ils auront à surmonter de plus grands obstacles.

Frères ! Nous représentons une grande cause, une cause magnifique. Nous proclamons la plus grande révolution qui ait jamais été proclamée dans l'univers. Une révolution qui, par sa profondeur et l'ampleur de ses conséquences, n'a pas sa pareille dans l'histoire universelle. Nous ne savons pas dans quelle mesure il nous sera donné d'avoir notre part des fruits de cette révolution. Mais ce que nous savons, c'est que cette révolution se rapproche puissamment ; ce que nous voyons, c'est que partout, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Amérique, les masses grondantes du prolétariat se mettent en mouvement et, d'une voix souvent encore confuse, mais qui devient toujours plus haute et plus claire, revendiquent leur émancipation des chaînes de la société de l'argent, des chaînes de la bourgeoisie. Ce que nous

voyons, c'est que la classe des bourgeois devient toujours plus riche, que les couches moyennes tombent de plus en plus et qu'ainsi le développement de l'histoire lui-même pousse à une grande révolution que la misère du peuple et la morgue des riches fera exploser un jour. Ce jour-là, frères, nous espérons le vivre tous, et si, au printemps dernier, nous n'avons pas encore trouvé l'occasion de recourir aux armes, comme l'adresse du bureau central l'avait supposé possible (20), que cela ne vous induise pas en erreur ! Le jour viendra, et le jour où les masses du peuple en colonnes serrées anéantiront les mercenaires des capitalistes, ce jour-là se démontrera ce qu'était notre Ligue et comment elle a travaillé ! Et même si nous ne devions pas connaître *tous* les fruits du grand combat, même si des centaines d'entre nous succombent sous la mitraille de la bourgeoisie, nous n'en aurons pas moins tous, même ceux qui seront tombés, connu le *combat*, et ce combat, cette victoire à eux seuls valent une vie de travail acharné.

Avec notre salut.

Au nom du congrès,

Le Secrétaire :

HEIDE (21).

Le Président :

Carl SCHILL (22).

Londres, le 9 juin 1847.

(19) La crise économique commencée en janvier 1847 était alors en plein développement.

(20) Allusion à l'adresse de février 1847 du bureau central à la Ligue, dans laquelle figuraient ces lignes, après le rappel de l'écrasement de l'insurrection polonaise de 1846 par la Russie avec l'appui de la Prusse et de l'Autriche et de la menace que la Russie faisait peser sur les développements révolutionnaires éventuels en Europe : « ... Et si le combat devait commencer dès ce printemps, placez-vous au premier rang des combattants de la justice et montrez que vous savez aussi bien manier les fusils que la parole. Répandez en même temps partout les principes du communisme... Mais si au contraire nos ennemis ne commencent pas encore le combat cette année, il nous faut consacrer toutes nos forces à organiser convenablement notre Parti. » (L'adresse appelait ensuite au « devoir sacré » de soustraire les prolétaires à l'influence des libéraux bourgeois qui « ne veulent nous libérer de la tyrannie du prince que pour nous placer sous le despotisme du sac d'argent » et à préparer le premier congrès de la Ligue.)

(21) Heide : pseudonyme dans la Ligue de Wilhelm Wolff.

(22) Carl Schill : pseudonyme dans la Ligue de Karl Shaper.